

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS ONT UN INTÉRÊT PREMIER À AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Pas d'industrie sans services publics, pas de services publics sans industrie !

Le développement d'une industrie moderne suppose des services publics de qualité en matière d'éducation, de recherche, de santé, de transport, etc. Il faut des services publics forts dans tout le pays pour contribuer au développementéconomique et à l'aménagement du territoire. La dépense et la commande publiques sont des leviers puissants pour créer des emplois et lutter contre le fléau du chômage. Dans le même temps, le développement industriel est une des conditions de financement des services publics.
Les politiques d'austérité, la réforme territoriale, celles de l'État et de l'hôpital sont des outils d'adaptation de l'action publique aux impératifs du capital, au détriment des besoins des usagers et des conditions de travail et d'emploi des agents. **Ces politiques sont partout en échec et provoquent chômage, paupérisation, désindustrialisation, affaiblissement de la cohésion sociale. Il est urgent de rompre avec cette orientation destructrice.**

Une industrie forte est nécessaire

Pour la CGT, l'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation, eau, énergie, transport, éducation, santé, culture). Il faut produire autrement et mieux, ce qui implique de rompre avec la logique de développement libéral. Il est urgent d'agir pour un développement humain durable, de mettre en place des circuits courts, l'économie circulaire, de produire des objets durables et réparables.

Une industrie forte est possible si l'on s'en donne les moyens

Le système bancaire et financier doit être au service du développement de l'industrie, ce qui implique d'inverser la logique actuelle où c'est l'industrie qui est au service de la finance. Cela nécessite de rompre avec les politiques actuelles, où le patronat est inondé d'aides publiques et

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

d’exonérations fiscales et sociales inefficaces comme le CICE (Crédit d’impôt pour la compétitivité et l’emploi) ou le CIR (Crédit d’impôt recherche), et ce sans aucun contrôle ou contrepartie. Il en sera certainement de même pour le Crédit d’impôt de taxe sur les salaires (CITS) pour les Associations non lucratives remplissant bien souvent des missions publiques. Une réforme fiscale ambitieuse est indispensable.

LE 21 MARS PROCHAIN, LA CGT ORGANISE UNE JOURNÉE D’ACTION SUR LES ENJEUX DE POLITIQUE INDUSTRIELLE.

NOUS APPELONS LES AGENTS PUBLICS À PARTICIPER AUX INITIATIVES TERRITORIALES ORGANISÉES PAR LA CGT.

fichiers: Télécharger tract_fp-21mars2017.pdf (199.12 Ko)

Public: Mobilisations 2017
Fonction publique
Infos Confédérales

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank